

# Cartographie des motivations derrière les conflits : le cas du Katanga

Mise à jour : décembre 2007-mai 2008

Steven Spittaels & Filip Hilgert



**Nederlands instituut voor Zuidelijk Afrika**

## **Editorial**

Recherche et rédaction : Steven Spittaels & Filip Hilgert

Anvers, 25 juin 2008

## **Remerciements**

Les auteurs tiennent à remercier les organisations partenaires suivantes pour leur contribution à cette recherche :

Asadho/Katanga

Padholik

Promotion des populations indigènes (PPI)

et une autre organisation

# Table des matières

<b>EDITORIAL</b>	<b>2</b>
<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>2</b>
<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>LES FARDC ET LE PROCESSUS DE BRASSAGE</b>	<b>5</b>
<b>LE NORD</b>	<b>6</b>
Présence de groupes armés	6
Motivations des groupes armés	6
Présence des FARDC	6
Motivations des FARDC	8
<b>LA CEINTURE DE CUIVRE</b>	<b>8</b>
Présence de groupes armés	8
Présence des FARDC	8
Motivations des FARDC	9
<b>LE CENTRE</b>	<b>11</b>
Présence de groupes armés	11
Motivations des groupes armés	11
Présence des FARDC	12
<b>L'EST</b>	<b>13</b>
Présence des groupes armés	13
Motivations des groupes armés	13
Présence des FARDC	14
Motivations des FARDC	14
<b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>15</b>
<b>NOUVELLES CARTES</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE : LISTE DES ABREVIATIONS</b>	<b>17</b>

## Introduction

Cette seconde mise à jour aborde deux problèmes centraux.

Premier problème : la fragile sécurité dans le nord de la province. Les territoires septentrionaux de Nyunzu et de Kalemie se transforment de plus en plus en une zone frontière sans loi où d'anciens combattants maï-maï et des FARDC, motivés par le gain, traînent dans les zones minières.

Au lieu de protéger le territoire et la population de la RDC, des unités des FARDC commettent toujours de graves violations des droits de l'homme tout en tirant profit de l'exploitation et du commerce des minerais.

Les anciens Maï-Maï font preuve d'un regain d'activisme en raison de la formation imminente de la nouvelle Brigade de la Garde Frontalière des FARDC. Cette brigade sera composée d'anciens Maï-Maï et leur donne donc une nouvelle raison d'être.

Deuxième problème : les risques posés par les minerais radioactifs dans le sud. Dans la Ceinture de cuivre, la présence de l'Etat est beaucoup plus importante et la sécurité s'est améliorée. A ce jour, il n'y a eu que quelques incidents limités impliquant des groupes de mineurs artisanaux (dont la position et l'existence sont menacées par l'industrialisation du secteur minier). Cependant, de sérieux risques existent en matière de sécurité, dont l'uranium katangais n'est pas le moindre. L'hétérogénite radioactive est stockée et transportée dans les territoires de Mutshatsha, Lubudi, Kambove et Kipushi (Lubumbashi). Le degré de radiation de certains de ces minéraux est extrêmement élevé.

## Les FARDC et le processus de brassage

Suite à l'initiative du Commandant Régional, le général Padiri, de réunir les 'Maï-Maï perdus'<sup>1</sup>, une nouvelle brigade des FARDC doit voir le jour dans le nord de la province sous le nom de Garde Frontalière. La brigade devrait être composée et dirigée par des anciens combattants maï-maï qui n'ont pris part à aucun programme de DDR. La composition de la brigade ne va pas sans poser de problème tant au niveau du commandement que des non gradés.

Le commandement est convoité par les 'Maï-Maï perdus', d'une part, à la tête desquels se trouve le Chef Kameko et par Tango Fort de l'autre, un leader maï-maï intégré. Le premier groupe prétend que le commandement doit revenir aux chefs de guerre qui n'ont jamais intégré le processus de DDR tandis que Mufu III, l'envoyé de Padiri pour l'opération, affirme que le major Tango Fort est le meilleur candidat<sup>2</sup>.

Les problèmes des Maï-Maï intégrés dépassent la question du commandement et de Tango Fort. De plus en plus de Maï-Maï intégrés remettent en question leur choix de réintégrer la vie civile car, disent-ils, les avantages dont ils ont bénéficié ne seraient pas suffisants<sup>3</sup>. L'autre difficulté de regrouper la plus grande partie des troupes est due à de sérieuses tensions ethniques. Les leaders des anciens combattants pygmées comme des Bakalanga ont enjoint les leurs de rester dans la région et par conséquent de ne pas partir pour Kalemie où la brigade doit être formée. Ils ne se font pas mutuellement confiance et croient qu'ils doivent rester auprès de leur peuple pour protéger celui-ci contre 'les autres'<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Spittaels S. & Hilgert F. *Cartographie des intérêts dans les zones de conflit : le cas du Katanga. Mise à jour : septembre-novembre 2007*. Rapport IPIS, janvier 2008, p. 4.

<sup>2</sup> Rapport de recherche par un partenaire local, février 2008.

<sup>3</sup> OCHA, *Situation humanitaire Province du Katanga*. 27 février - 4 mars 2008.

<sup>4</sup> Rapport de recherche par un partenaire local, mars 2008.

## **Le Nord**

### ***Présence de groupes armés***

Les ‘Maï-Maï perdus’ et les autres candidats à la brigade de la Garde Frontalière sont supposés se regrouper à Kalemie où l’unité sera formée. Toutefois, de nombreux anciens combattants soit traînent dans les régions minières du Nord Katanga, soit ont établi leurs camps dans les alentours. Même le colonel Mufu III, qui est sensé coordonner l’opération, traînerait, semble-t-il, dans les mines. Il s’intéresserait aussi à la nouvelle mine de coltan de Kilunga<sup>5</sup>. En plus de Mufu III, son confident, Tango Fort, se rendrait régulièrement dans les mines. Tango Fort dispose même de deux représentants permanents à la mine de Kisengo, à savoir les majeurs Malandala et Ntatala<sup>6</sup>.

### ***Motivations des groupes armés***

En gardant à l’esprit le paragraphe précédent, on comprend aisément que les anciens combattants sont principalement intéressés par les profits à retirer des ressources naturelles. Faire avancer le processus de rassemblement de toutes les forces de défense populaires dans la brigade de la Garde Frontalière n’apparaît pas comme une priorité. Cette impression est renforcée par une série de faits d’extorsion impliquant d’anciens combattants. Le phénomène le plus marquant est la création dans les sites miniers de prisons provisoires improvisées et illégales. Dans ces cellules, les anciens combattants enferment et torturent souvent des civils. Les détenus ne sont libérés qu’après avoir payé une amende exorbitante. Un officier, le major Ntatala, un proche du colonel Tango Fort, a même utilisé sa propre chambre à coucher comme prison<sup>7</sup>. Dans la région minière de Kilunga, des villageois se sont plaints de cas de harcèlement dont les auteurs sont des troupes commandées par Mufu III<sup>8</sup>.

### ***Présence des FARDC***

L’insécurité s’aggrave dans le nord de la province. La zone est de plus en plus caractérisée par un degré inquiétant d’anarchie. Les troupes des FARDC présentes sont sensées assurer la sécurité dans la région et protéger la population contre ce qu’il reste des anciennes milices de Maï-Maï mais elles agissent en réalité dans le sens contraire. Le phénomène le plus frappant pour illustrer cette évolution est la série d’évasions de prison de masse dans les territoires du nord. Lors de plusieurs incidents récents qui ont eu lieu à la fois à la prison de Kongolo et de Kalemie, de grandes

---

<sup>5</sup> OCHA, *Situation humanitaire Province du Katanga*. 27 février - 4 mars 2008.

<sup>6</sup> Rapport de recherche par un partenaire local, mars 2008.

<sup>7</sup> Rapport de recherche par un partenaire local, mars 2008.

<sup>8</sup> Rapport de recherche par un partenaire local, mars 2008.

bandes de prisonniers sont parvenues à s'échapper, souvent avec la complicité des soldats des FARDC en charge de la sécurité à la prison.

Si la sécurité générale de la population ne semble pas les préoccuper beaucoup, les affaires minières retiennent par contre toute leur attention. C'est tout particulièrement le cas de la mine de coltan de Kisengo qui demeure le pôle d'attraction le plus important (ENCADRE 1).

#### **ENCADRE 1 : la lutte intestine des FARDC pour gagner Kisengo**

Comme décrit dans le précédent rapport de mise à jour, la mine de Kisengo est sous le contrôle de soldats des FARDC qui commettent de graves violations des droits de l'homme<sup>9</sup>. Ces soldats des FARDC proviennent de différentes unités qui sont toutes présentes dans la région. Les soldats de Kongolo sont arrivés en premier sur le site minier. Kisengo est à la frontière du territoire sous le commandement de la base militaire située à Kongolo et dirigée par le Capitaine Mamadou<sup>10</sup>. Les soldats de Kongolo se sont affrontés à plusieurs reprises aux soldats de Kalemie. Il faut noter une série de violents incidents en novembre 2007 quand un magistrat a été envoyé à Kisengo par l'Auditorat militaire de garnison de Kalemie après que la population s'est plusieurs fois plainte. Le magistrat procéda à l'arrestation de plusieurs 'soldats de Kongolo' – dont l'un d'eux pour avoir tiré une roquette en plein centre ville – mais son autorité fut contestée par Mamadou dont les troupes libérèrent tous les détenus par la force.

Nous ne savons pas avec certitude si les actions commises par l'unité de l'Auditorat militaire étaient uniquement motivées par des motifs nobles et dépourvues de tout intérêt personnel car plusieurs éléments de l'Auditorat militaire de Kalemie ont été impliqués dans des activités minières illégales eux aussi. Dans la mine de '100 kilos' près de Mayi Baridi, une autre mine près de Kisengo, ils ont par exemple organisé de l'exploitation la nuit sur la base du travail forcé<sup>11</sup>.

À part les soldats de l'infanterie de Kongolo, les soldats de l'Auditorat militaire de Kalemie et la Force navale congolaise, qui ont déjà été mentionnés dans la précédente mise à jour, de nombreux anciens combattants traînent sur le site. Bon nombre d'entre eux portent des uniformes et utilisent des galons des FARDC pour indiquer leur rang autoproclamé. Tango Fort, porte par exemple un uniforme d'officier des FARDC avec l'insigne de colonel et a eu une escorte de 5 hommes armés<sup>12</sup>.

---

<sup>9</sup> Spittaels S. & Hilgert F. *Cartographie des intérêts dans les zones de conflit : le cas du Katanga. Mise à jour : septembre-novembre 2007*. Rapport IPIS, janvier 2008, 11p.

<sup>10</sup> Début 2008, Mamadou a été rappelé à Lubumbashi en raison des problèmes persistants avec ses troupes.

<sup>11</sup> Ce cas est apparu lorsqu'une mine s'est effondrée pendant la nuit en décembre 2007 causant la mort de 6 mineurs. Les autres mineurs ont tenté de venger la mort de leurs compagnons mais les soldats ont réussi à fuir en tirant en l'air.

<sup>12</sup> Source écrite confidentielle des FARDC, 2008.

## ***Motivations des FARDC***

Les soldats des FARDC dans le nord sont toujours intéressés et impliqués dans le trafic de coltan. Ils continuent à poser un problème à la population locale et au lieu de s'améliorer, la situation ne semble que s'aggraver. Ces derniers mois, il y a été fait rapport de plusieurs massacres, de vols à main armée (majoritairement des minerais) et d'autres actes d'agressions graves.

Les mines du nord n'attirent pas seulement un grand nombre de mineurs artisanaux et de services de sécurité abusifs<sup>13</sup>. Ces deux dernières années, plusieurs petites compagnies minières ont acquis des permis d'exploration pour des concessions de la région. Ces opérateurs ne se limitent pas à l'exploration mais sont activement impliqués dans l'exploitation en violation de leurs contrats. Les compagnies minières actives dans la région comprennent Katanga Metal Company (KAMCO), TSM Entreprise, SK Mineral SPRL, Kasai Mining and Exploration LTD, Katebe Leila et SOCOMIN<sup>14</sup>. Les deux dernières sociétés fréquentent le site de Kisengo. Plus de 95% des minéraux provenant de Kisengo et du nord du Katanga en général sont transportés jusqu'à Bukavu où ils traversent la frontière rwandaise et burundaise<sup>15</sup>.

## **La Ceinture de cuivre**

### ***Présence de groupes armés***

Aucun mouvement maï-maï n'a jamais été actif dans la Ceinture de cuivre, malgré cela, de nombreux anciens combattants résident dans la région. La majorité d'entre eux travaille comme mineurs artisanaux dans les mines de cuivre et de cobalt.

### ***Présence des FARDC***

La présence des FARDC dans la Ceinture de cuivre a été renforcée. Un deuxième bataillon de la 65<sup>ème</sup> brigade a été envoyé à Kolwezi.

---

<sup>13</sup> Même la DGM est arrivée à Kisengo et y a installé un barrage où elle exige 'des taxes'.

<sup>14</sup> Rapport de recherche par un partenaire local, janvier 2008.

<sup>15</sup> Rapport de recherche par un partenaire local, janvier 2008.

## **Motivations des FARDC**

Le retour à la situation d'avant le processus de brassage quand toute la 65<sup>ème</sup> Brigade était déployée (4 bataillons) dans la région entre Kolwezi et Dilolo pourrait expliquer les renforcements des troupes des FARDC à Kolwezi.

La situation tendue parmi les mineurs artisanaux dans la région serait une seconde explication possible.

A plusieurs occasions, de grandes bandes de mineurs artisanaux sont entrées en conflit avec la PNC et avec d'autres services de sécurité. Des incidents se sont produits dans les alentours de Kolwezi et à Likasi. Un garçon de 15 ans est mort lors d'une marche des mineurs de Kamatanda dans le centre de la ville de Likasi. La panique a éclaté quand la police a ouvert le feu en réponse à des manifestants qui jetaient des pierres<sup>16</sup>. Les protestations débutent habituellement quand des sites miniers artisanaux sont fermés ou quand des mineurs sont contraints de quitter le site parce que celui-ci fait l'objet d'une exploration ou d'une exploitation industrielle. Parmi les mineurs, l'on trouve un nombre considérable d'anciens combattants, ce qui en fait une force dont il faut tenir compte.

Toutefois, les FARDC ne sont pas directement impliquées dans la gestion des manifestations de protestations des mineurs. En réalité, elles ne devraient pas l'être car ce n'est pas leur tâche. D'ailleurs, si elles devaient intervenir, elles n'auraient pas besoin d'une force comptant deux bataillons (plus de 1000 soldats).

Un autre fait d'actualité qui pourrait expliquer les renforcements des FARDC est le regain d'intérêt pour les gisements d'uranium katangais. Une couche géologique de matière radioactive part de Shinkolobwe, près de Likasi, jusqu'à Kalongwe (65 km au sud de Kolwezi et près de la frontière zambienne). Il y a trois grandes mines le long de cet axe mais l'uranium se trouve aussi dans des zones hors des mines voire même au-delà de l'axe mentionné plus haut. Ces 10 dernières années, de grandes quantités de matière radioactive ont été dégagées. Dans un rapport précédent sur le Katanga, IPIS a décrit comment 6000 mineurs artisanaux ont jusqu'en 2004 travaillé rien que sur le site de Shinkolobwe et ce, sans être le moins du monde dérangés<sup>17</sup>. En 2004, la mine fut officiellement fermée par un décret présidentiel mais des activités minières de moindre envergure se sont poursuivies au moins jusqu'en mai de l'année passée et probablement au-delà<sup>18</sup>. De l'hétérogénite radioactive a été vendue, négociée et stockée toutes ces années et il est impossible de déterminer où elle s'est retrouvée. Des preuves dont on dispose et des incidents récents nous conduisent à conclure que la situation est alarmante et qu'il faudra faire face à des conséquences inimaginables tant sur le plan environnemental que sécuritaire si les mesures qui s'imposent ne sont pas prises à temps (ENCADRE 2).

---

<sup>16</sup> Rapport de recherche d'un partenaire local, avril 2008.

<sup>17</sup> Spittaels S. & Meynen N., *Cartographie des intérêts dans les zones de conflit : le cas du Katanga*. Rapport IPIS, juin 2007, pp. 23-24.

<sup>18</sup> Ibidem.

**ENCADRE 2 : De récents incidents indiquant l'étendue du problème de l'uranium au Katanga**

Nous avons eu un avant-goût de cataclysme écologique quand en novembre de l'année dernière, 17 tonnes de minéraux radioactifs ont été déchargées dans la rivière Mura à 10 km de Likasi. L'uranium provenait de trois camions qui sont la propriété des entreprises de Chemaf, Magma et Louis Kyombo. Sur le trajet depuis Kolwezi, ils ont été arrêtés et contrôlés par la brigade anti-fraude de Likasi<sup>19</sup>. Quand ils furent emmenés à l'auditorat, l'ordre a été donné de détruire les minerais sur le site minier fermé de Shinkolobwe<sup>20</sup>. D'une manière ou d'une autre, ceux-ci ne sont jamais arrivés à destination et à la place, les minerais ont été jetés dans la rivière Mura. Il faut noter que la Mura est une des sources d'eau potable de Likasi.

A la suite de l'incident précédent, le gouverneur provincial avait envoyé une commission auprès des entreprises et des dépôts à travers la Ceinture de cuivre. Une enquête a été menée dans 43 endroits et 24 d'entre eux avaient un niveau de radioactivité dépassant le seuil légal<sup>21</sup>. Le niveau le plus élevé atteignait près de 100 milliroentgen par heure<sup>22</sup>, équivalant à 1 millisievert par heure, ce qui est 300 fois le taux de radiation autorisé par la loi congolaise<sup>23</sup>. Coïncidence ou non, ces analyses provenaient de l'entreprise Magma, une des trois sociétés commerciales dont une charge de camion fut jetée dans la rivière Mura. D'autres transgresseurs importants dont les analyses dépassaient les 10 milliroentgen par heure étaient la Crested Mining de Kolwezi, et Dynamic, Congo Minmet et Sayona de Likasi<sup>24</sup>. On a même retrouvé des minerais radioactifs à Lubumbashi.

Dans le cadre de la commission provinciale, rien qu'en novembre 2007, 100 000 tonnes de matière nucléaire ont été restituées à la Gécamines et plusieurs entreprises ont été (temporairement) fermées. Il faut noter que les matériaux radioactifs sont aussi stockés dans des maisons, des bureaux et même dans des écoles dans toute la région.

En dehors des mesures réalisées par le gouverneur, la sécurité à Shinkolobwe aurait été renforcée et a été reconfiée à la Garde présidentielle<sup>25</sup>. Reste à voir si cette mesure aura pour résultats d'y mettre effectivement fin à toutes les activités minières.

---

<sup>19</sup> Interviews radio de Didace Pembé, le ministre congolais de l'environnement et de Thierry Michel, journaliste belge, novembre 2007.

<sup>20</sup> Ibidem.

Ce n'est pas la première fois que le site de Shinkolobwe aurait servi pour y déposer de l'uranium provenant d'ailleurs. Dans le passé, la matière radioactive de la mine de Musonoï (tout près de Kolwezi) a également été envoyée à Shinkolobwe.

<sup>21</sup> Source écrite confidentielle.

<sup>22</sup> 100 milliroentgen, l'équivalent de 1 millisievert, est la quantité de radiation à laquelle un civil belge peut être soumis sans devoir subir un examen médical. Par comparaison, une personne exposée à 10 millisievert/an a en moyenne 5% de chance de plus de développer l'une ou l'autre forme de cancer (entretien téléphonique réalisé par IPIS auprès d'un employé de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, juin 2008). Deux jours suffiraient à une personne travaillant dans les stocks de minerai de Magma pour être exposée à cette quantité.

<sup>23</sup> Source écrite confidentielle.

<sup>24</sup> Source écrite confidentielle.

<sup>25</sup> Ehrenkranz A., *Keeping Watch Over Remote Uranium Reserves*. Dans : Newsweek, 30 mai 2008.

Au moins une unité de soldats des FARDC dans la région de Shinkolobwe n'opère pas là pour empêcher la dispersion incontrôlée de minerais radioactifs mais pour en tirer profit. Un incident entre des FARDC en mars 2008 en est exemple clair. Aux alentours du Camp Mura, sur une des routes de transport partant de la zone de Shinkolobwe, des soldats des FARDC sous le commandement d'un certain capitaine Igwabi a installé un barrage sur la route pour y prélever des taxes sur les produits miniers en échange du droit de passer. Quand l'Auditorat militaire de Likasi en a eu vent, celui-ci a envoyé une unité pour mettre un terme à l'initiative. Un échange de coups de feu a eu lieu entre les deux unités entraînant la mort de l'inspecteur en charge de l'unité de l'Auditorat militaire<sup>26</sup>.

En dehors de l'uranium, au cours des premiers mois de l'année 2008, les FARDC ont continué à être impliquées dans divers incidents de sécurité liés au commerce (illégal) d'autres ressources naturelles. Même dans la Ceinture de cuivre, la partie de la province où l'anarchie règne pourtant le moins, il semble que des représentants officiels de l'armée congolaise soient toujours impliqués dans les affaires minières.

## **Le Centre**

### ***Présence de groupes armés***

La carte des Maï-Maï indique que de petites bandes d'anciens combattants maï-maï sont disséminées partout dans les secteurs de Kiona-Ngoie et de Balomotwa sur le territoire de Mitwaba.

Il est difficile de récolter des informations sur le nombre précis et les positions de bandes aussi petites. Le territoire katangais est vaste et quasiment inaccessible à de nombreux endroits. Mais il est raisonnable de penser que la grande dispersion de groupes d'anciens combattants ne se limite pas à Mitwaba et que la même situation prévaut pour plusieurs autres territoires dans le centre, l'est et le nord du Katanga<sup>27</sup>.

### ***Motivations des groupes armés***

Les éléments restants des milices maï-maï passent leur temps à travailler dans les mines, dans les champs ou à pêcher. Certains sont toujours impliqués dans des activités de braconnage. En général, les Maï-Maï semblent encore vivre de la terre pour assurer leur survie mais sans plus. Toutefois, il faut faire deux commentaires. Premièrement, si les activités minières artisanales à Mitwaba sont modestes, il ne faut

---

<sup>26</sup> Rapport de recherche par un partenaire local, avril 2008.

<sup>27</sup> Il faut tenir compte cependant de la force de la tradition et du mysticisme dans la zone entourant le lac Upemba. Si l'on considère le contexte mystique dans lequel naissent en général beaucoup de mouvements maï-maï, il est possible que le phénomène soit plus persistant à Mitwaba que dans les autres régions.

pas pour autant les sous-estimer. Environ 2000 mineurs travaillent dans les mines de cassitérite près de Mitwaba (ENCADRE 3)<sup>28</sup>. En conséquent, un Maï-Maï bien positionné pourrait aisément s'enrichir grâce aux mines. Deuxièmement, les conflits portant sur le pouvoir coutumier se poursuivent au sein des territoires de la région de l'Upemba<sup>29</sup>. Certains d'entre eux impliquent des anciens leaders maï-maï, comme par exemple Mvwende qui a reçu le poste de chef traditionnel en récompense pour son rôle dans les combats contre le RCD. Des recherches approfondies seraient nécessaires pour déterminer dans quelle mesure les sans grades parmi les bandes d'anciens Maï-Maï continuent de jouer un rôle dans ces conflits coutumiers et s'il s'agit d'une raison importante pour expliquer leur existence.

### **ENCADRE 3 : les mines de cassitérite de Mitwaba**

Une visite récente d'investisseurs dans la région illustre le potentiel économique des mines de Mitwaba. En mai 2008, les anciennes mines des Entreprises Minières Congolaises (EMC) ont été prospectées par quatre personnes, dont un Asiatique, qui étaient arrivées par avion<sup>30</sup>. Le groupe ne s'est entretenu avec aucune autorité civile. Ils ont bien parlé au commandant de la 63<sup>rd</sup> Brigade pour lui demander de vider les bâtiments que ces soldats et lui occupaient. En visitant les sites de l'EMC où travaillaient des 'creuseurs' (mineurs artisanaux), la délégation a annoncé qu'elle voulait que les mineurs s'en aillent dès que commencerait l'exploitation<sup>31</sup>. La suite de ce dossier pourrait entraîner des conflits sociaux voire même des protestations violentes telles que celles qu'on a connues au sud.

## **Présence des FARDC**

La plus grande présence militaire dans le centre du Katanga se trouve dans la base militaire de Kamina. Il s'agit d'un centre important de brassage qui accueille des soldats des différentes provinces congolaises. Au cours de ces dernières années et de ces derniers mois, trois cycles de brassage ont eu lieu. Actuellement, des soldats attendent le début du quatrième cycle. En février 2008, la concentration de ces différents soldats qui parfois doivent attendre très longtemps inactifs a mené à un soir et une nuit de guerre de fait aux environs des baraquements militaires<sup>32</sup>. Les problèmes avaient commencé au cours d'un match de football qui avait dégénéré en concours d'insultes et en échange de coups de feu avec un groupe d'anciens

---

<sup>28</sup> Rapport de recherche par un partenaire local, mai 2008.

<sup>29</sup> Ces conflits sont quelquefois à l'origine de graves violations des droits de l'homme, particulièrement dans le territoire de Malemba Nkulu (carte 'Incidents').

<sup>30</sup> Rapport de recherche par un partenaire local, mai 2008.

<sup>31</sup> Ibidem.

<sup>32</sup> Il faut 4000 soldats pour lancer un cycle de brassage. Certains soldats doivent attendre jusqu'à 6 mois voire plus avant de commencer l'entraînement. Un deuxième groupe qui traîne à la base militaire par nécessité est constitué par les soldats qui ont terminé le processus de brassage mais qui attendent encore leur déploiement.

combattants du CNDP d'un côté et un groupe de commandos de l'autre<sup>33</sup>. Résultat de la confrontation : 32 blessés et les ex-CNDP désertant la base militaire.

## **L'Est**

### ***Présence des groupes armés***

A Kizabi, un village près de Pweto dans la direction de Moba, une bande d'anciens combattants maï-maï a décidé de gonfler ses muscles. Au début d'avril, ils ont exigé le départ de tous les services de l'Etat dans la région<sup>34</sup>.

Un certain groupe, qui sans être une milice est pourtant très combatif, est actif dans le nord-est de la province. Depuis août 2007, alors que des civils ont attaqué un emplacement de la MONUC à Moba pour protester contre le retour des réfugiés banyamulenge dans la région, il est devenu clair qu'il existe un influent mouvement anti-tutsi dans le (nord-)est de la province. Le fer de lance de ce puissant 'lobby' d'opposants au retour des Banyamulenge qui jouit d'un bon réseau est constitué par la SOCITANG, une association de coordination de la société civile dans le district du Tanganyika.

### ***Motivations des groupes armés***

Puisqu'il n'a pas été fait rapport d'importantes violations des droits de l'homme (impliquant les FARDC) dans la région, on ne peut trouver convaincant l'argument selon lequel les Maï-Maï auraient lancé la révolte pour protéger leur peuple des agents de l'Etat. Plus probablement, les anciens combattants ont voulu se créer une réputation ou sans doute s'enrichir.

Les motifs du groupe SOCITANG sont clairement ethniques<sup>35</sup>. En janvier 2008, toute une délégation de SOCITANG s'est envolée pour Goma pour apporter à la conférence de paix un message : les Banyamulenge ne peuvent rentrer au Katanga car ils provoquent la guerre et la souffrance<sup>36</sup>. Selon des observateurs, leur discours à la conférence de Goma était plus extrême que les interventions des délégations des provinces du Kivu. L'avion fut affrété par le Ministre congolais des Transports et Voies de communication, Charles Mwando Simba (à son propre compte)<sup>37</sup>.

---

<sup>33</sup> Radio Okapi, *Mutinerie à Kamina: qu'est ce qui s'est réellement passé?*, 19 février 2008.

<sup>34</sup> OCHA, *Situation humanitaire Province du Katanga*. 9-15 avril 2008.

<sup>35</sup> La question de savoir si le retour des Banyamulenge porte préjudice aux intérêts personnels ou commerciaux de certaines personnes dans le Tanganyika devrait faire l'objet d'une carte détaillée.

<sup>36</sup> Rapport de recherche par un partenaire local, février 2008.

<sup>37</sup> Entretien mené par IPIS auprès d'un représentant de la MONUC à Anvers, juin 2008.

## **Présence des FARDC**

L'est du Katanga, tel que décrit dans les rapports de cartographie, est sous le contrôle de la 62<sup>ème</sup> Brigade des Forces terrestres des FARDC. La 62<sup>ème</sup> Brigade est basée à Pweto mais elle contrôle aussi le territoire de Moba. Sur le bord du Lac du Tanganyika, à 200 km au sud de Moba, une unité de la Force navale est stationnée sur la base militaire de Moliro. Le 24 mars, les soldats de cette base ont lancé une mutinerie. En cause, les retards de paiement de leurs soldes. Pendant deux jours, les soldats ont quitté leurs baraquements et ont tiré quelques coups de feu en l'air<sup>38</sup>.

## **Motivations des FARDC**

La mutinerie des soldats de la Force navale n'a pas dégénéré. Il n'y a pas eu de pillage ni de violence et par conséquent, personne n'a été blessé. C'est un fait surprenant étant données les circonstances. Cela prouve qu'il n'y avait pas de motif caché derrière la (déplorable) action de la Force navale. On a découvert deux semaines plus tard que la paie des soldats avait disparu<sup>39</sup>.

---

<sup>38</sup> Radio Okapi, *Les militaires tirent pour réclamer leur solde*, 26 mars 2008.

<sup>39</sup> Radio Okapi, *Force Navale, la paie de février portée disparue*, 10 avril 2008.

## Conclusions et recommandations

La situation de sécurité à l'est et au centre de la province du Katanga est relativement calme. En fait, les incidents de sécurité les plus importants dans ces régions, les échanges de coups de feu à Kamina et les protestations véhémentes contre le possible retour des réfugiés banyamulenge sont directement liés aux conflits dans les deux Kivus.

Le sud et le nord semblent aussi différents que la nuit et le jour. Le nord du Katanga se transforme de plus en plus en une zone frontière sans loi contrôlée par des hommes en armes (portant divers uniformes). Ces derniers mois, la situation a dégénéré en raison des milices maï-maï qui peuvent opérer librement sous prétexte qu'elles forment la 'Brigade de la Garde Frontalière'.

Dans le sud, au contraire, la présence de l'Etat se fait sentir chaque jour un peu plus. On craignait que l'expulsion de mineurs artisanaux de certains sites pourrait être à l'origine d'une série d'incidents violents mais dans l'ensemble les conséquences furent limitées. Des risques d'incidents futurs existent toujours, en raison – et ce n'est pas la moindre – de l'uranium katangais.

Les motivations des groupes armés opérant dans la province du Katanga évoluent peu.

D'un côté positif, les deux brigades au complet qui sont toujours déployées ne sont que peu impliquées dans les violations des droits de l'homme. Toutefois, de nombreuses unités des FARDC, particulièrement dans le nord, opèrent toujours pour les mauvaises raisons. Au lieu de protéger le territoire de la RDC et sa population, des soldats (et des officiers !) des FARDC de différentes unités continuent de commettre de graves violations des droits de l'homme tout en s'enrichissant dans les zones minières. Le déploiement de soldats des FARDC est trop souvent lié à la présence de minerais.

Les motivations des anciens Maï-Maï de la région sont toujours liées à leur survie, ce qui est bien illustré par leurs positions dans la région de Mitwaba. Toutefois, dans le nord de la province, les motivations basées sur la cupidité jouent également un rôle important et ont relancé l'activisme dans leurs rangs.

### **Recommandations :**

#### **En ce qui concerne les motivations des FARDC**

- Certaines unités des FARDC doivent être sérieusement bridées, particulièrement dans le nord de la province.
- Des arrestations et des poursuites sont nécessaires pour montrer aux unités des FARDC qui se conduisent mal que l'impunité n'existe plus. Dans ce domaine, des installations pénitentiaires sécurisées sont élémentaires.
- Il n'y aura pas de discipline parmi les soldats des FARDC sans paiement régulier de leur solde.
- Il faut revoir le déploiement des différentes unités des FARDC dans toute la province dans le but de les éloigner des mines et du trafic des minéraux.

- Les unités les plus mal famées (à savoir la brigade de Kongolo!) devraient être envoyées immédiatement au brassage et remplacées par des forces intégrées.

**En ce qui concerne les motivations des combattants maï-maï**

- La 6<sup>ème</sup> Région militaire devrait affirmer clairement quels groupes d'anciens combattants elle compte recruter pour intégrer la Brigade de la Garde Frontalière.

- La Garde Frontalière devrait être créée le plus vite possible.

- La Garde Frontalière ne devrait pas opérer dans les alentours de Kilunga, Kisengo ou toute autre mine dans la région.

- Quand le processus de recrutement de la brigade de la Garde Frontalière sera terminé, un délai devrait être fixé pour le reste des (anciens) Maï-Maï qui n'ont pas abandonné les armes. Ceux qui n'auront pas désarmé avant cette date devraient être déclarés hors-la-loi et recherchés activement par une unité spécialisée des FARDC (si possible composée d'anciens Maï-Maï, comme ce fut le cas pour l'unité utilisée dans la province du Sud-Kivu pour attaquer les 'Rastas').

- Les efforts nationaux et internationaux devraient se concentrer sur les projets de réintégration.

## Nouvelles cartes

IPIS a publié une version mise à jour des cartes portant sur les FARDC et les Maï-Maï.

Pour cette mise à jour, en raison du rôle essentiel des ressources naturelles comme motivation pour les groupes armés et les FARDC, nous avons voulu créer une carte internet combinant les cartes 'Acteurs des conflits' et 'Ressources naturelles'. Sur cette carte, nous n'avons repris que les minéraux les plus importants. Une couche intitulée 'Ressources naturelles de quatrième catégorie' a été créée pour remplacer celle des 'Autres ressources' avec leur symbole générique.

La nouvelle carte 'Incidents' illustre les incidents importants liés à la sécurité impliquant les groupes armés ou les FARDC pour la période allant de novembre/décembre 2007 à avril/mai 2008.

Pour les raisons invoquées plus haut, l'information dans cette mise à jour sur les positions et les incidents sur le territoire de Mitwaba est plus détaillée que pour les autres territoires katangais.

Sur toutes les cartes, nous avons ajouté les rivières et les routes secondaires ainsi que les limites des secteurs/chefferies.

Faute de données cartographiques fiables et complètes, l'emplacement des lieux suivants est approximatif : Kisengo, Kilunga ('Ressources naturelles' et 'Incidents'), Kintya ('FARDC' et 'Incidents'), Shamwana ('Maï-Maï'). Les informations concernant les autres lieux que nous n'avons pas pu localiser ont été rattachées au chef-lieu du territoire ou à un lieu connu dans les environs.

## **Annexe : Liste des abréviations**

CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DGM	Direction Générale de Migration
EMC	Entreprises Minières Congolaises
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
IPIS	International Peace Information Service
MONUC	Mission de l'ONU en République Démocratique du Congo
OCHA	Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies
PNC	Police Nationale Congolaise
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
SOCITANG	Société Civile du Tanganyika